

DREAL Bretagne
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 20/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ECOFEUTRE SA

ZI de Ker Ivan Route de Pontivy
56500 Évellys

Code AIOT : 0005509353

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2023 dans l'établissement ECOFEUTRE SA implanté Rue des sports Zone Artisanale de Kerivan NAIZIN 56500 Évellys. L'inspection a été annoncée le 01/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOFEUTRE SA
- Rue des sports Zone Artisanale de Kerivan NAIZIN 56500 Évellys
- Code AIOT : 0005509353
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

ECOFEUTRE est une entreprise qui fabrique des emballages écologiques, composés de cellulose moulée haute densité.

La matière première utilisée par Ecofeutre est constituée de papiers de récupération, collectés localement auprès des collectivités, œuvres caritatives et associations (journaux, magazines, livres, papiers de bureaux...).

Le procédé de fabrication est constitué par des presses qui compressent la pâte de cellulose à chaud.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Équipements sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux équipements sous pression relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article article 6.III	/	Sans objet
2	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I	/	Sans objet
3	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18-I	/	Sans objet
4	contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3-V	/	Sans objet
5	déclaration de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8	/	Sans objet
6	contrôle de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 10	/	Sans objet
7	Marquage et attestations de conformité	Code de l'environnement du 02/12/2015, article article L557-4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant tient à jour la documentation de ses équipements sous pression et fait les contrôles périodiques comme le préconise la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article article 6.III
Thème(s) : Autre, Risques accidentels, liste des appareils à pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification periodique. L'exploitant tient cette liste a la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant tient à jour la liste des ESP, indiquant pour chaque équipement sous pression: le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification .L'exploitant ajoute des infos supplémentaires à la liste comme les accessoires de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : [...] 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide. [...] Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.
Constats : Constats : Il a été contrôlé par sondage 2 équipements. L'analyse des rapports d'inspections périodiques des équipements suivants a été réalisée. - Réservoir air comprimé 070205 - Réservoir air comprimé 88357 Cette analyse n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18-I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.
Constats : Il a été contrôlé par sondage 2 équipements. L'analyse des rapports de requalification périodique des équipements suivants a été réalisée. - Réservoir air comprimé 070205 - Déshuileur séparateur n°55222 D/S2 Cette analyse n'appelle pas de remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : controle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3-V
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent. La technologie retenue pour ces accessoires ainsi que leur position sur les installations sont compatibles avec les produits contenus dans les équipements qu'ils protègent. Ils ne doivent pas en particulier pouvoir être endommagés par des produits toxiques, corrosifs ou inflammables. Les mesures nécessaires sont prises pour que l'échappement du fluide éventuellement occasionné par leur fonctionnement ne présente pas de danger. Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.
Constats : Les accessoires de sécurité des 4 récipients suivants ont été contrôlés : <ul style="list-style-type: none">- Réservoir air comprimé 070205- Réservoir air comprimé 88357- Déshuileur séparateur n°55222 D/S2- Cuve P158034 Il a été demandé pour chaque soupape , la déclaration de conformité et le certificat de tarage. Les n° de série ont été vérifiés sur place sur chaque récipient.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : déclaration de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, déclaration et contrôle de mise en service
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La déclaration de mise en service est requise avant la première mise en service de l'équipement.
Constats : Il n'y avait qu'un seul équipement dans l'installation soumis à la déclaration de mise en service, elle a bien été effectuée le 23 juillet 2020 (réservoir Y0014) conformément à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : contrôle de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle de mise en service
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le contrôle de mise en service est requis avant : - la première mise en service de l'équipement ou après une évaluation de conformité liée à une intervention importante définie à l'article 27 du présent arrêté ; - la remise en service en cas de nouvelle installation en dehors de l'établissement dans lequel l'équipement était précédemment utilisé.
Constats : Le réservoir d'air comprimé n° P158034 est récent (2022), il n'a pas encore fait l'objet d'inspection ou de requalification périodique. L'exploitant a fourni l'attestation de contrôle de mise en service du 10 juin 2022 qui est satisfaisante.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Marquage et attestations de conformité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2015, article article L557-4
Thème(s) : Autre, conformité à la fabrication
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les produits ou les équipements mentionnés à l'article L. 557-1 ne peuvent être mis à disposition sur le marché, stockés en vue de leur mise à disposition sur le marché, installés, mis en service, utilisés, importés ou transférés que s'ils sont conformes à des exigences essentielles de sécurité relatives à leurs performance, conception, composition, fabrication et fonctionnement et à des exigences d'étiquetage. Cette conformité à ces exigences est attestée par un marquage, apposé avant la mise sur le marché du produit ou de l'équipement, ainsi que par l'établissement d'attestations. Pour des raisons techniques ou de conditions d'utilisation, certains produits ou équipements peuvent faire l'objet d'une dispense de marquage.
Constats : Les marquages des 4 récipients suivants ont été contrôlés : - Réservoir air comprimé 070205 - Cuve Cordivari P158034 - Réservoir air comprimé 88357 - Deshuileur séparateur n°55222 D/S2 Les marquages sont conformes à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet